ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TFAD Base de données de l'Accord sur la facilitation des échanges

Libéria

Accord ratifié: Oui

Date de ratification: 2021-04-29

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)			Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C			22 février 2018	Oui
A - 35.7%	B - 32.8%	C - 31.5%	**Not yet notified** - 0.0%	
Notification des dates indicatives de la Categorie B			22 février 2018	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie B			22 février 2020	Oui
Notification des dates indicatives de la Categorie C			22 février 2021	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie C			22 août 2022	Oui
Notification des bésoins d'assistance technique			22 février 2019	Oui
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique			22 février 2021	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique			22 août 2022	Oui

Notifications de transparence			
Notified Art. 1.4	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2018	Partiel
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2025	Oui
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2018	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2025	Oui

Renseignements sur l'assistance	
Notified Art. 22.3	Oui

Légendes: Oui Notification présentée Non Notification due Non Notification non échue

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1	Publication	A		au plus tard le 22 février 2018
1.2	Renseignements disponibles sur Internet	A		au plus tard le 22 février 2018
1.3	Points d'information	A		au plus tard le 22 février 2018
1.4	Notification	A		au plus tard le 22 février 2018
2.1	Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	A		au plus tard le 22 février 2018
2.2	Consultations	A		au plus tard le 22 février 2018
3	Décisions anticipées	A		au plus tard le 22 février 2018
4	Procédures de recours ou de réexamen	A		au plus tard le 22 février 2018
5.1	Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	B	au plus tard le 22 février 2020	au plus tard le 30 décembre 2020
5.2	Rétention	B	au plus tard le 22 février 2020	au plus tard le 30 décembre 2020
5.3	Procédures d'essai	C E	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2025
6.1	Disciplines générales concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 22 février 2020	au plus tard le 31 décembre 2020
6.2	Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 22 février 2020	au plus tard le 31 décembre 2020
6.3	Disciplines en matière de pénalités	B	au plus tard le 22 février 2020	au plus tard le 31 mars 2021

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.1	Prétraitement avant arrivée	B C»B	au plus tard le 12 mars 2020	au plus tard le 22 février 2021
7.2	Paiement par voie électronique	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 31 décembre 2020
7.3	Séparation de la mainlevée	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 31 mars 2021
7.4	Gestion des risques	A		au plus tard le 22 février 2018
7.5	Contrôle après dédouanement	A		au plus tard le 22 février 2018
7.6	Temps moyens nécessaires à la mainlevée	C	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2022
7.7	Opérateurs agréés	C E	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 22 février 2025
7.8	Envois accélérés	A		au plus tard le 22 février 2018
7.9	Marchandises périssable	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 30 avril 2020
8	Coopération entre les organismes présents aux frontières	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 31 mars 2020
9	Mouvement des marchandises	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 31 mars 2020
10.1	Formalités	A		au plus tard le 22 février 2018
10.2	Acceptation de copies	A		au plus tard le 22 février 2018
10.3	Utilisation des normes internationales	B	au plus tard le 22 février 2019	au plus tard le 20 décembre 2019

Programme de mise en oeuvre			date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
10.4	Guichet unique	C E	au plus tard le 22 février 2023	au plus tard le 22 février 2025
10.5	Inspection avant expédition	B	au plus tard le 22 février 2022	au plus tard le 31 mars 2023
10.6	Recours aux courtiers en douane	A		au plus tard le 22 février 2018
10.7	Procédures communes à la frontière	B	au plus tard le 22 février 2018	au plus tard le 31 mars 2020
10.8	Marchandises refusées	B	au plus tard le 22 septembre 2017	au plus tard le 31 octobre 2019
10.9	Admission temporaire de marchandises	B	au plus tard le 22 février 2017	au plus tard le 30 novembre 2019
11	Transit	B	au plus tard le 22 février 2018	au plus tard le 31 octobre 2020
12	Coopération Douanière	C E	au plus tard le 22 février 2018	au plus tard le 22 février 2025

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	C»B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B»C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/N/LBR/4/Rev.1	2026-07-31	Donor arrangements and progress in the provision of technical assistance - Revision 1

Symbole	Date de réception	Description
G/TFA/2/LBR/INF/1	2026-07-28	Report on the implementation of the Trade Facilitation Agreement
G/TFA/N/LBR/3/Rev.1	2026-07-22	Articles 1.4, 10.4.3, 10.6.2, 12.2.2 - Revision 1
G/TFA/N/LBR/2/Rev.1	2026-05-06	Article 22.3 - Revision 1
G/TFA/N/LBR/1/Add.2	2024-12-02	Extension of implementation dates
G/TFA/W/92	2023-07-05	The role of technology transfer in building resilience: Trade Facilitation
G/TFA/N/LBR/4	2022-08-22	Arrangements and progress in the provision of technical assistance
G/TFA/N/LBR/1/Add.1	2022-08-19	Category C notification and shifting of categories
G/TFA/N/LBR/3	2021-03-02	Articles 1.4, 10.4.3 and 10.6.2
G/TFA/N/LBR/2	2021-02-23	Article 22.3
G/TFA/N/LBR/1	2019-07-23	Categories A, B, C notification

Information détaillée sur l'assistance technique

5.3 Procédures d'essai

C

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2019

Date définitive de mise en oeuvre
22 février 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Cadre juridique/politique
• Rédaction de dispositions juridiques ou politiques formelles concernant le droit à un second essai par les douanes ou d'autres organismes compétents présents aux frontières (MoCI, Ministère de la santé, organismes responsables des quarantaines ou de la pêche, etc.) conformément aux dispositions de l'AFE.
Ressources humaines/formation
• Renforcement des capacités et formation des fonctionnaires des douanes aux essais de produits chimiques et d'autres produits.
Infrastructure et équipement
• Installations et équipement d'essai appropriés.
Consultation et sensibilisation du public
• Consultation des organismes présents aux frontières et des autres parties prenantes.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: à determiner

Progrès rapporté

To date, no development partners have proposed assistance for the implementation of this measure.

Agences: à determiner

Progrès rapporté

Existing provisions within Customs and practices within MoCI provide traders with the possibility to request a second test. However, SPS and quarantine authorities do not yet have corresponding procedures in place. As a result, the use of confirmatory test results in release and clearance decisions is not applied consistently across all implementing agencies.

To date, no dedicated technical assistance programme has been secured specifically for the implementation of Article 5.3. To achieve effective implementation of the article, Liberia requires technical assistance and capacity-building support to strengthen inter-agency coordination, standardization, and consistency among all border regulatory agencies involved in test procedures.

In particular, technical assistance is required to:

• Develop a multi-agency policy framework governing second-test procedures and the recognition of confirmatory test results.

• Draft and implement harmonized standard operating procedures (SOPs) for all agencies involved in import control, including Customs, SPS, quarantine, standards, health, and trade authorities.

• Establish a mechanism for nationwide recognition and acceptance of confirmatory test findings.

• Develop and publish a comprehensive, publicly accessible directory of authorized laboratories where confirmatory testing can be conducted.

• Build the capacity of relevant agencies to implement and administer second-test procedures in a transparent and consistent manner.

• Conduct stakeholder outreach and awareness-raising activities to ensure that traders and other private sector stakeholders are informed of their rights and procedures relating to confirmatory testing.

• Support the publication and dissemination of the policy framework and SOPs through easily accessible platforms.

C

7.6.1
7.6.2

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2019

Date définitive de mise en oeuvre
22 février 2022

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Politique/procédure
• Élaboration de politiques et de procédures formelles pour la mesure périodique des temps moyens nécessaires à la mainlevée, afin d'inclure les processus de toutes les parties prenantes pertinentes au port/à l'aéroport/à la frontière terrestre dans le champ de l'étude.
Infrastructures
• Faciliter la mise au point du logiciel pour l'établissement d'une plate-forme TRS.
• Matériel informatique pour faciliter l'établissement d'une plate-forme TRS.
• Élaboration de méthodes pour mesurer les temps moyens nécessaires à la mainlevée des marchandises sur la base des méthodes de l'OMD.
Ressources humaines/formation
• Formation des fonctionnaires des douanes au fonctionnement de la plate-forme TRS.
• Sensibilisation des entreprises et des autres parties prenantes par le biais d'ateliers.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: Organisation mondiale des Douanes

Progrès rapporté

Liberia has completed its first Time Release Study with technical assistance from the World Customs Organization.

Membres donateurs: Royaume-Uni

Agences: Organisation mondiale des Duanes

Progrès rapporté

A first National Time Release Study was published in 2022:

https://revenue.lra.gov.lr/wp-content/uploads/2022/08/TRS-REPORT-August-22-2022.pdf

Additionally, through the support of the WCO under the UK funded Accelerate Trade Facilitation Programme, a second National Time Release Study was conducted at the Freeport of Monrovia and published in July 2026:

https://revenue.lra.gov.lr/wp-content/uploads/2026/07/Liberia-TRS-Report-2026-Compressed.pdf

7.7.1
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)
7.7.4
7.7.5
7.7.6

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2019

Date définitive de mise en oeuvre
22 février 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Cadre juridique
• Élaboration des dispositions législatives pertinentes pour permettre l'établissement d'un programme d'opérateurs économiques agréés (OEA).
Politique
• Élaboration d'une politique relative aux opérateurs économiques agréés.
Procédure
• Élaboration de procédures et définition de critères appropriés pour l'évaluation des OEA qui remplissent les critères spécifiés dans le cadre du programme d'OEA et en tenant compte de la
norme ISO 17712:2013.
Ressources humaines/formation
• Renforcement des capacités et formation des fonctionnaires des douanes et des autres organismes présents aux frontières, et des responsables des quarantaines à la mise en œuvre du programme d'OEA afin d'assurer la pleine conformité avec cette mesure.
• Réalisation de campagnes de sensibilisation.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: à determiner

Progrès rapporté

To date, no development partners have proposed assistance for the implementation of this measure.

Membres donateurs: Royaume-Uni

Agences: Organisation mondiale des Duanes

Progrès rapporté

Liberia has already established the foundations of an Authorized Operator programme through the implementation of the Compliance Trader Programme (CTP), which was launched by Customs in March 2015. Currently, twenty (20) traders, primarily large importers, are approved under the CTP, having demonstrated a strong compliance record with both Customs and domestic tax requirements. The programme includes established eligibility criteria, including site audits, and offers facilitation benefits such as simplified clearance procedures.

While the CTP incorporates elements of an Authorized Economic Operator (AEO) programme, further work is required to align it with international AEO standards and fully achieve the objectives of Article 7.7 of the Trade Facilitation Agreement.

In 2026, the WCO, under the UK-funded Accelerate Trade Facilitation Programme, provided training to Customs officers on AEO principles and implementation.

C

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2023

Date définitive de mise en oeuvre
22 février 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Cadre juridique
• Examen/élaboration des dispositions législatives pertinentes pour faciliter la création d'un guichet unique national complet.
• Examen de la conformité.
• Établissement d'un mémorandum d'accord avec d'autres organismes pour renforcer la coopération.
Politique
• Réalisation d'une étude de faisabilité pour analyser la viabilité d'un système de guichet unique national.
• Élaboration d'une stratégie pour la mise en œuvre du guichet unique.
Procédures
• Élaboration de procédures et de procédés appropriés pour faciliter la mise en œuvre du guichet unique.
Ressources humaines/formation
• Renforcement des capacités et formation des fonctionnaires des douanes et des autres organismes présents aux frontières afin d'assurer la bonne mise en œuvre du système de guichet unique national.
• Renforcement des capacités des autres organismes publics et du secteur privé en matière de mise en œuvre d'un système de guichet unique national.
Technologies de l'information et de la communication
• Examen des politiques nationales en matière de TIC pour faciliter la mise en œuvre d'un guichet unique.
• Renforcement et amélioration des capacités technologiques des organismes présents aux frontières et des autres organismes publics nécessaires à la mise en œuvre du guichet unique.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Diagnostic et evaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

Agences: Banque mondiale

Progrès rapporté

The World Bank Group through the Liberia Investment, Finance and Trade Project provide funds for the operationalization of the National Single Window System for domestic and foreign trade, connecting all government Ministries, Agencies and Commissions involved with trade facilitation.

Agences: Banque mondiale, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Progrès rapporté

Within the framework of the Liberia Investment, Finance and Trade Project (LIFT-P) the World Bank is supporting Liberia in the development and implementation of a National Single Window (NSW) which is identified as a priority initiative. Technical implementation of the National Single Window is being undertaken through UNCTAD's ASYCUDA Programme.

The LIFT-P is being spearheaded by the Ministry of Commerce and Industry (MOCI) and it aims to improve the investment climate, expand sustainable access to finance, and increase the overall efficiency of trade in Liberia. LIFT-P was launched in October 2022 and is expected to run for 5 years.

The current phase of implementation covers the integration of three government agencies into the National Single Window. While this represents important progress towards implementation of Article 10.4, additional work remains to ensure the integration of all relevant border regulatory agencies and the full operationalization of the system.

To advance implementation of Article 10.4, additional technical assistance and capacity-building support are required to Integrate the remaining border regulatory agencies into the National Single Window platform.

12.1.1
12.1.2
12.2.1
12.2.2
12.3
12.4.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)
12.4.2
12.5.1 (a), (b), (c), (d), (e), (f)
12.5.2
12.5.3
12.6.1 (a), (b), (c), (d), (e)
12.6.2
12.7.1 (a), (b), (c), (d), (e)
12.7.2
12.8
12.9.1
12.9.2
12.10 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g), (h)
12.11.1 (a), (b), (c)
12.11.2
12.12.1
12.12.2

Date indicative de mise en oeuvre
22 février 2018

Date définitive de mise en oeuvre
22 février 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

Infrastructures
• Mise au point d'une plate-forme électronique pour l'échange ou le partage de données et l'interconnexion des systèmes.
Ressources humaines/formation et sensibilisation
• Renforcement des capacités des parties prenantes externes et des fonctionnaires des douanes.
• Information et sensibilisation du secteur public.
Politique
• Élaboration d'une politique pour améliorer le contrôle douanier et pour la demande de renseignements.
• Élaboration d'un instrument de conformité pour inclure les politiques et les plans d'action connexes.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation, Sensibilisation*

Agences: à determiner

Progrès rapporté

To date, no development partners have proposed assistance for the implementation of this measure.

Agences: à determiner

Progrès rapporté

Sections 1220 to 1223 of the Modernized Customs Code of 2018 as well as the Nairobi Convention, provide the legal framework for data exchange between Customs administration's with regards to the import/export/transit of goods. Collaborations exist among Customs authorities within the Mano River Union (MRU) region and these are supported by MOUs and other agreements, including the ECOWAS Customs Code and the Sigma Corridor Transit initiative. In addition, there are partial data-sharing arrangements between Liberia, Guinea, and Sierra Leone that are being utilised on a very limited scale. Language barriers, a lack of overall awareness of the data exchange arrangements in place, and alignment with international best practices are some of the associated gaps.

Liberia has designated and notified its Customs Cooperation contact point to the WTO.

While the legal framework for customs cooperation has largely been established, the operational utilization of existing arrangements remains limited. Challenges include language barriers, limited awareness of available information-exchange mechanisms, insufficient operational procedures, and the need for stronger alignment with international best practices for customs cooperation and data exchange.

To strengthen implementation of Article 12, technical assistance and capacity-building support are required to: improve the current framework by developing an overarching policy and governance framework for effective data exchange and to draft related SOP's. Support is also required to conduct an assessment to identify data exchange opportunities that are not being fully utilized. This should include engagements with all neighbouring Customs authorities to ensure that arrangements are reciprocal and that security measures are in place to ensure that information exchanged is managed in an appropriate and confidential manner.

Légendes

C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	E	Report de dates demandé
	Arrangement avec des donateurs notifié		Arrangement avec des donateurs pas encore notifié		

Téléchargé le 14 novembre 2026
Mis à jour le 5 août 2026

2026 © TFAD - http://www.tfadatabase.org